

Art. 5. Notre Ministre de la Région bruxelloise et Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 juillet 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Région bruxelloise,
Ph. MOUREAUX

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,
J.-L. THYS

Art. 5. Onze Minister van het Brussels Gewest en Onze Staatssecretaris voor het Brussels Gewest zijn ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 juli 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van het Brussels Gewest,
Ph. MOUREAUX

De Staatssecretaris voor het Brussels Gewest,
J.-L. THYS

MINISTÈRE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

F. 89 — 1369

28 JUI 1989. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 23 juin 1970 fixant les conditions dans lesquelles certains prisonniers de guerre et certains prisonniers politiques bénéficiaires d'un statut de reconnaissance nationale peuvent prétendre à une pension de retraite anticipée de travailleur salarié et l'arrêté royal du 28 mai 1976 fixant les conditions dans lesquelles certains bénéficiaires d'un statut de reconnaissance nationale peuvent prétendre à une pension de retraite anticipée d'ouvrier, d'employé ou de travailleur salarié

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, notamment l'article 6 modifié par les lois des 27 février 1976, 2 juillet 1976 et 27 décembre 1976;

Vu l'arrêté royal du 23 juin 1970 fixant les conditions dans lesquelles certains prisonniers de guerre et certains prisonniers politiques bénéficiaires d'un statut de reconnaissance nationale peuvent prétendre à une pension de retraite anticipée de travailleur salarié, notamment l'article 1er modifié par l'arrêté royal du 25 octobre 1971;

Vu l'arrêté royal du 28 mai 1976 fixant les conditions dans lesquelles certains bénéficiaires d'un statut de reconnaissance nationale peuvent prétendre à une pension de retraite anticipée d'ouvrier, d'employé ou de travailleur salarié, notamment les articles 1 et 2 modifiés par l'arrêté royal du 9 novembre 1982;

Vu la proposition du Comité de gestion de l'Office national des pensions;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Etant donné que les personnes intéressées et l'administration doivent être informées sans délai des modifications qui devront être appliquées d'office ou sur demande;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 5 juin 1989;

Sur la proposition de Notre Ministre des Pensions et de Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions et de l'avis de Nos Ministres qui ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1. Dans l'article 1er, § 2, 1° de l'arrêté royal du 23 juin 1970 fixant les conditions dans lesquelles certains prisonniers de guerre et certains prisonniers politiques bénéficiaires d'un statut de reconnaissance nationale peuvent prétendre à une pension de retraite anticipée de travailleur salarié, la phrase « Toute partie de mois n'est pas prise en considération » est remplacée par la disposition suivante :

« Le nombre de mois de captivité à prendre en considération est déterminé par le résultat de la division par 30 du nombre de jours de captivité. Le reste de cette division est négligé; ».

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 89 — 1369

28 JUNI 1989. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 juni 1970 tot vaststelling van de voorwaarden waarin sommige krijgsgevangenen en sommige politieke gevangenen begunstigd met een statuut van nationale erkentelijkheid kunnen aanspraak maken op een vervroegd rustpensioen als werknemer en het koninklijk besluit van 28 mei 1976 tot vaststelling van de voorwaarden waarin sommige begunstigten met een statuut van nationale erkentelijkheid kunnen aanspraak maken op een vervroegd rustpensioen als arbeider, bediende of werknemer

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, inzonderheid op artikel 6 gewijzigd bij de wetten van 27 februari 1976, 2 juli 1976 en 27 december 1976;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 juni 1970 tot vaststelling van de voorwaarden waarin sommige krijgsgevangenen en sommige politieke gevangenen begunstigd met een statuut van nationale erkentelijkheid kunnen aanspraak maken op een vervroegd rustpensioen als werknemer, inzonderheid op artikel 1 gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 oktober 1971;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 mei 1976 tot vaststelling van de voorwaarden waarin sommige begunstigten met een statuut van nationale erkentelijkheid kunnen aanspraak maken op een vervroegd rustpensioen als arbeider, bediende of werknemer inzonderheid op de artikelen 1 en 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 november 1982;

Gelet op het voorstel van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor pensioenen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de belanghebbende personen en de administratie zonder verwijl moeten worden ingelicht over de wijzigingen die ambtshalve of op aanvraag zullen moeten worden toegepast;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 5 juni 1989;

Op de voordracht van Onze Minister van Pensioenen en Onze Staatssecretaris voor Pensioenen en op het Advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1, § 2, 1° van het koninklijk besluit van 23 juni 1970 tot vaststelling van de voorwaarden waarin sommige krijgsgevangenen en sommige politieke gevangenen begunstigd met een statuut van nationale erkentelijkheid kunnen aanspraak maken op een vervroegd rustpensioen als werknemer wordt de zin « Het gedeelte van een maand wordt niet in aanmerking genomen » vervangen door de volgende bepalingen :

« Het aantal in aanmerking te nemen maanden van gevangenschap wordt vastgesteld op het resultaat van de deling door 30 van het aantal dagen gevangenschap. De rest van de deling wordt weggelaten; ».

Art. 2. A l'article 2 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans les alinéas 1er, 2 et 4, les mots « Office national des pensions pour travailleurs salariés » et « Caisse nationale des pensions de retraite et de survie » sont remplacés par les mots « Office national des pensions »;

2° Le 3ème alinéa est remplacé par la disposition suivante :
« Cet Office en communique le relevé au Ministre des Finances pour le 1er mars de l'année suivante au plus tard. ».

Art. 3. Dans l'article 3 du même arrêté les mots « Office national des pensions pour travailleurs salariés » sont remplacés par les mots « Office national des pensions ».

Art. 4. Dans l'intitulé du texte français de l'arrêté royal du 28 mai 1976 fixant les conditions dans lesquelles certains bénéficiaires d'un statut de reconnaissance nationale peuvent prétendre une pension de retraite anticipée d'ouvrier, d'employé ou de travailleur salarié, le mot « à » est inséré entre les mots « prétendre » et « une ».

Art. 5. A l'article 1er du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° Le § 1er est complété comme suit :

« f) l'arrêté royal du 4 décembre 1974 portant statut des personnes de nationalité belge qui, après avoir contracté un engagement volontaire pour la durée de la guerre, ont accompli du service pendant la guerre de 1940-1945 dans les forces belges. »;

2° Au § 2, alinéa 1er, les mots « plus le temps qui s'est écoulé entre la date de souscription de l'engagement et la date d'entrée en service actif ainsi que la durée des absences pour motifs de santé, si elles ont été occasionnées par un fait dommageable donnant droit à la pension de répartition et si elles ont été autorisées par l'autorité compétente » sont insérés entre les mots « de service actif » et « de déportation »;

3° Le 3ème alinéa du § 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le nombre de mois à prendre en considération pour l'application de l'alinéa 1er du présent paragraphe est déterminé par le résultat de la division par 30 du nombre de jours de la période totale sur base de laquelle un statut a été accordé. Le reste de cette division est négligé. ».

Art. 6. A l'article 2 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans les alinéas 1er, 2 et 4, les mots « Office national des pensions pour travailleurs salariés » et les mots « Caisse nationale des pensions de retraite et de survie » sont remplacés par les mots « Office national des pensions »;

2° Le 3ème alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :
« Cet Office en communique le relevé au Ministre des Finances pour le 1er mars de l'année suivante au plus tard. ».

Art. 7. Dans l'article 3 du même arrêté les mots « Office national des pensions pour travailleurs salariés » sont remplacés par les mots « Office national des pensions ».

Art. 8. § 1er Les dispositions que le présent arrêté insère dans les arrêtés royaux du 23 juin 1970 et du 28 mai 1976 sont appliquées d'office par l'Office national des pensions aux personnes dont les droits à la pension doivent encore faire l'objet d'une décision administrative le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

§ 2. Pour obtenir l'application du présent arrêté, les personnes autres que celles visées au § 1er doivent introduire une demande dans les formes prescrites par le chapitre II de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés.

La nouvelle décision prise à la suite de cette demande produit ses effets le premier jour du mois suivant celui au cours duquel celle-ci a été introduite; elle produit toutefois ses effets à la date de prise de cours de la pension et au plus tôt le 1er janvier 1989 si elle est introduite avant le 1er janvier 1990.

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1, 2 en 4 worden de woorden « Rijksdienst voor werknemerspensioenen » en « Rijkskas voor rust- en overlevingspensioenen » vervangen door de woorden « Rijksdienst voor pensioenen »;

2° lid 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :
« Deze Rijksdienst deelt aan de Minister van Financiën ten laatste vóór 1 maart van het volgend jaar de staat ervan mede. ».

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de woorden « Rijksdienst voor werknemerspensioenen » vervangen door de woorden « Rijksdienst voor pensioenen ».

Art. 4. In het opschrift van de Franse tekst van het koninklijk besluit van 28 mei 1976 tot vaststelling van de voorwaarden waarin sommige begunstigen met een statuut van nationale erkentelijkheid kunnen aanspraak maken op een vervroegd rustpensioen als arbeider, bediende of werknemer worden tussen de woorden « prétendre » en « une » het woord « à » ingevoegd.

Art. 5. In artikel 1 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° De eerste § wordt aangevuld als volgt :

« f) het koninklijk besluit van 4 december 1974 houdende statuut van de personen van Belgische nationaliteit die, na een vrijwillige dienstverbintenis voor de duur van de oorlog te hebben aangegaan, gedurende de oorlog 1940-1945 bij de Belgische strijdkrachten hebben gediend. »;

2° In § 2, eerste lid, worden tussen de woorden « actieve diensttijd » en « deportatie » de woorden « vermeerderd met de tijd die verlopen is tussen de datum waarop de dienstverbintenis werd ondertekend en de datum waarop in actieve dienst werd getreden evenals met de duur van de afwezigheid om gezondheidsredenen voor zover deze te wijten is aan een schadelijk feit rechtgevend op het vergoedingspensioen en zij door de bevoegde overheid toegestaan werd » ingevoegd;

3° Het derde lid van § 2 wordt vervangen door het volgende lid :

« Het aantal in aanmerking te nemen maanden voor de toepassing van lid 1 van deze paragraaf wordt vastgesteld op het resultaat van de deling door dertig van het aantal dagen van de gehele periode op basis van dewelke een statuut werd toegekend. De rest van de deling wordt weggelaten. ».

Art. 6. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1, 2 en 4 worden de woorden « Rijksdienst voor werknemerspensioenen » en de woorden « Rijkskas voor rust- en overlevingspensioenen » vervangen door de woorden « Rijksdienst voor pensioenen »;

2° lid 3 wordt vervangen door het volgende lid :
« Deze Rijksdienst deelt aan de Minister van Financiën ten laatste vóór 1 maart van het volgend jaar de staat ervan mede. ».

Art. 7. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de woorden « Rijksdienst voor werknemerspensioenen » vervangen door de woorden « Rijksdienst voor pensioenen ».

Art. 8. § 1. De bepalingen die dit besluit invoegt in de koninklijke besluiten van 23 juni 1970 en van 28 mei 1976 worden van ambtswege door de Rijksdienst voor pensioenen toegepast ten voordele van personen waarvan het recht op een pensioen op de dag van de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* nog het voorwerp van een administratieve beslissing moet uitmaken.

§ 2. Om de toepassing van dit besluit te bekomen moeten de personen andere dan deze beoogd bij § 1 een aanvraag indienen in de vormen voorzien in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers.

De nieuwe beslissing genomen ingevolge deze aanvraag heeft uitwerking de eerste dag van de maand volgend op deze in de loop waarvan zij werd ingediend; zij heeft nochtans uitwerking op de ingangsdatum van het pensioen en ten vroegste op 1 januari 1989 indien zij wordt ingediend vóór 1 januari 1990.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1989.

Art. 10. Notre Ministre des Pensions et Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 juin 1989.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,
A. VAN DER BIEST

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,
Mme L. DETIEGE

F. 89 — 1370

6 JUILLET 1989. — Arrêté ministériel fixant l'intervention de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité et les conditions d'octroi de cette intervention dans les frais de voyage des patients traités ambulatoirement atteints de pathologies nécessitant soit un traitement chimiothérapeutique au moyen d'une médication de la catégorie A, soit un traitement par radiations.

Le Ministre des Affaires sociales,

Vu la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, notamment les articles 23, 11° et 25, § 8,

Arrête :

Article 1er. Les frais de voyage sont remboursés à concurrence du prix du voyage en transport en commun roulant (2e classe) aux bénéficiaires qui doivent recevoir ambulatoirement :

1° soit un traitement chimiothérapeutique, pour autant qu'il comporte au moins un produit pharmaceutique figurant dans la catégorie A de la liste des spécialités pharmaceutiques admises au remboursement de l'assurance, dans un établissement hospitalier qui dispose à la fois d'un service de diagnostic et traitement médical et d'un service de chirurgie, agréés à ces titres respectifs par l'autorité ayant la santé publique dans ses attributions;

2° soit un traitement par radiations appliqué par un médecin agréé comme spécialiste en radiothérapie par l'autorité susvisée, dans un établissement disposant à la fois des services visés au 1° et d'un service de radiothérapie effectivement dirigé par un médecin agréé comme spécialiste en radiothérapie.

Les consultations de surveillance après avoir reçu un de ces traitements sont considérées comme traitement ambulatoire pour autant qu'elles aient lieu dans un des services spécialisés susvisés.

Art. 2. L'intervention de l'assurance maladie-invalidité obligatoire est accordée aux bénéficiaires visés à l'article 1er sur base des documents annexés au présent arrêté.

Art. 3. L'arrêté ministériel du 23 mars 1979 fixant l'intervention de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité dans les frais de voyage des bénéficiaires tuberculeux et cancéreux est abrogé.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 6 juillet 1989.

Le Ministre des Affaires sociales,
Ph. BUSQUIN

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1989

Art. 10. Onze Minister van Pensioenen en Onze Staatssecretaris voor Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 juni 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,
A. VAN DER BIEST

De Staatssecretaris voor Pensioenen,
Mevr. L. DETIEGE

N. 89 — 1370

6 JULI 1989. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de tegemoetkoming van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering en van de toekenningsvoorwaarden voor die tegemoetkoming in de reiskosten van ambulante behandelde patiënten aangetast door ziekten die hetzij een chemotherapeutische behandeling bij middel van geneesmiddelen behorend tot de categorie A, hetzij een behandeling met stralingen vergen

De Minister van Sociale zaken,

Gelet op de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inzonderheid op de artikelen 23, 11° en 25, § 8,

Besluit :

Artikel 1. De reiskosten worden ten belope van de prijs van de reis met een openbaar vervoermiddel (2e klasse) vergoed aan de rechthebbenden, die ambulante :

1° ofwel een chemotherapeutische behandeling moeten krijgen, voor zover ze ten minste één farmaceutisch produkt bevat dat voorkomt in categorie A op de lijst van de farmaceutische specialiteiten die voor verzekeringsvergoeding zijn aangenomen, in een verpleeg- inrichting die beschikt én over een dienst voor diagnose en geneeskundige behandeling én over een dienst voor heelkunde, die respectievelijk als zodanig zijn erkend door de overheid tot wier bevoegdheid de volksgezondheid behoort;

2° ofwel een behandeling met stralingen moeten krijgen, die wordt toegepast door een geneesheer die door de hiervoren bedoelde overheid is erkend als specialist voor radiotherapie, in een inrichting die beschikt én over de onder 1° bedoelde diensten én over een dienst voor radiotherapie die daadwerkelijk wordt geleid door een geneesheer die als specialist voor radiotherapie is erkend.

De raadplegingen van toezicht na het krijgen van één van die behandelingen worden als ambulante behandelingen beschouwd voor zover ze plaatshebben in een van de hiervoren bedoelde gespecialiseerde diensten.

Art. 2. De tegemoetkoming van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering wordt aan de in artikel 1 bedoelde rechthebbenden verleend op grond van de bescheiden die als bijlage bij dit besluit gaan.

Art. 3. Het ministerieel besluit van 23 maart 1979 tot vaststelling van de tegemoetkoming van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering in de reiskosten van de rechthebbenden tuberculose- en kankerlijders wordt opgeheven.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 6 juli 1989.

De Minister van Sociale zaken,
Ph. BUSQUIN